

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Lettres québécoises : cinq années difficiles!

Adrien Thério

Numéro 20, hiver 1980–1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40319ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thério, A. (1980). Lettres québécoises : cinq années difficiles! *Lettres québécoises*, (20), 9–9.

Tous droits réservés © Éditions Jumonville, 1981

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Lettres québécoises: cinq années difficiles!

Avec ce vingtième numéro, *Lettres québécoises* a cinq ans révolus. Pour le moment, même si les fonds nous manquent pour faire en sorte que ce magazine vive et progresse, nous continuons. Mais il est clair et net que si le Conseil des Arts continue sa politique de vaches maigres à notre égard, nous serons un de ces jours obligés de fermer nos portes.

J'aurais souhaité, à l'occasion de ce cinquième anniversaire que les collaborateurs de *Lettres québécoises* puissent se réunir autour d'une bonne table pour mieux se connaître et discuter. Cette petite fête devra attendre à l'an prochain ou à l'autre. Ce n'est pas très grave. Ce qui l'est plus, c'est qu'après cinq années de bon travail, nous soyons encore obligés de nous livrer à une guerre d'escarmouches pour obtenir des deniers publics que d'autres obtiennent sans difficulté. Nous avons besoin de travailler dans un climat un peu plus serein. Il y aurait une façon assez simple d'y arriver, ce serait que le service de l'édition et des périodiques, au Conseil des Arts du Canada, passe à d'autres mains. Ainsi, on pourrait mieux réétudier toutes ces politiques mises en place par une seule personne dont le mandat ne semble pas avoir de fin. Cela n'est pas normal. La plupart des gens qui remplissent des postes de ce genre sont nommés pour un mandat bien défini.

Si on s'entête à vouloir garder le statu quo, il faudra alors demander une enquête publique pour en apprendre un peu plus sur la façon dont les politiques de ce service ont été élaborées. Je suis sûr que *Lettres québécoises* n'est pas le seul organisme à désirer des changements ! En général, personne n'ose rien dire parce qu'on a peur de mécontenter la direction du service en question et voir ses subventions diminuer en fonction des mécontentements exprimés. Il est temps que ces peurs disparaissent. C'est l'argent des contribuables que le Conseil des Arts distribue. Et les directeurs des services devraient avoir des comptes à rendre au public comme tous les directeurs de postes ou de ministères qui sont au service du public. Les études que le Conseil des Arts a demandées et obtenues pour souligner son vingtième anniversaire, études qui ont été publiées dans une sorte de brochure mal présentée n'avaient rien de l'analyse sérieuse qu'on était en droit d'espérer d'elles. Elles ne faisaient, en somme, que complimenter les gens en place. Tout cela est à reprendre et dans un esprit plus critique. Je ne dis pas destructeur, je dis critique. Si on veut que cela soit possible, il faut que la permanence, dans certains postes, soit abolie.

Certains lecteurs de *Lettres québécoises* souhaiteraient probablement que le directeur de cette revue ou le comité de direction (puisque le dernier éditorial était bien un texte écrit en collaboration) cesse ses revendications pour

s'occuper d'autre chose. Je le souhaiterais moi aussi. Mais, si nous n'avions pas protesté publiquement contre le Conseil des Arts à quelques reprises dans le passé, la revue n'existerait plus. Nous luttons donc pour notre survie. Et si les lecteurs ne sont pas avec nous, inutile de continuer.

D'ailleurs, il faut des gens aux postes de vigie. Peu nombreux ceux qui veulent y monter. Ce qu'on y voit n'est pas toujours agréable.

Ainsi Radio-Québec a rayé de son horaire le seul programme qui faisait la promotion de nos livres et nos écrivains.

Ainsi Radio-Canada, tout en continuant de faire des courts métrages sur ceux qu'elle considère comme nos têtes d'affiche, refuse de mettre à son horaire télé un programme d'actualités littéraires québécoises.

Je sais que ce n'est pas moi qui vais obliger ces gens-là à changer d'idée. Mais, si tous les organismes qui sont là pour défendre le livre d'ici et les écrivains d'ici protestaient tous ensemble, on finirait peut-être par obtenir d'eux la part qui nous est due.

Pour terminer sur une note optimiste, disons que je nous souhaite, à l'avenir, des années plus paisibles et propices au travail que nous faisons.

Adrien Thério

1. Voir à ce sujet *L'intervention du Conseil des Arts du Canada au Québec et en Estrie*, cahier publié par le Conseil de la culture de l'Estrie, en sept. 1980.